

**Faure GNASSINGBE au Sommet FII**

**Priority Europe 2026 à Rome** P.2

**FAIRE DE LOMÉ UNE PORTE D'ENTRÉE DE L'AFRIQUE**



**TR TOGOREVEIL**

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 668 du 22 Juin 2026



**Un ciel africain unique et compétitif**

**CHAMPION DU MUTAA, FAURE GNASSINGBÉ TRACE LA VOIE A LOMÉ** P.2



**LE ROI DES EWE TOGBUI AGOKOLI IV CONDUIT A SA DERNIERE DEMEURE** P.4



**Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET)**

**CHARLES GAFAN SUCCEDE A JONAS DAOU** P.5

**ADETIKOPE: LE TOGO INAUGURE SA PREMIERE USINE DE TUYAUX BAS CARBONE** P.6  
**Contrôle fiscal au Togo: L'OTR ET LE PATRONAT MISENT SUR LE DIALOGUE** P.5

**Retraite: LA CRT SUPPRIME LES PAIEMENTS EN ESPÈCES DÈS JUILLET 2026** P.7

**Marchés publics/ Projets de la Banque mondiale au Togo: LES PARTIES PRENANTES SENSIBILISEES A L'INTEGRITE** P.9



**Togo/Cybersécurité: PLUS DE 333 000 INCIDENTS TRAITES PAR L'ANCy EN TROIS ANS** P.6

**Faure GNASSINGBE au Sommet FII Priority Europe 2026 à Rome**

# FAIRE DE LOMÉ UNE PORTE D'ENTRÉE DE L'AFRIQUE

africain

**A**u sommet FII Priority, le président du conseil à des investissements stratégiques conjoints et valorise le hub logistique de Lomé

Le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, a pris une part active, ce mercredi 17 juin 2026 à Rome, à l'ouverture des travaux du prestigieux sommet FII Priority Europe 2026. Invité par Yasir Al-Rumayyan, gouverneur du Fonds public d'investissement d'Arabie Saoudite (PIF) et président du conseil d'administration du Future Investment Initiative Institute, le chef de l'exécutif togolais s'est exprimé devant une assemblée de plus de 1 600 chefs d'État, dirigeants d'entreprises et investisseurs internationaux réunis au Waldorf Astoria Cavalieri. Autour du thème central « L'Europe réinventée : capital, souveraineté et autonomie stratégique », cette rencontre haut niveau intervient dans un contexte mondial marqué par la recomposition des chaînes de valeur mondiales et la quête de souveraineté économique. Face à des institutions européennes en quête de capitaux privés pour leur réindustrialisation, le dirigeant togolais a partagé une vision forte et structurée, appelant à l'avènement d'une nouvelle grammaire du partenariat entre l'Europe et l'Afrique.

## Trois convictions stratégiques pour réinventer la coopération et le déploiement du capital

Pour refonder cette relation transcontinentale, le Président du Conseil a articulé son allocution autour de trois convictions majeures. La première porte sur l'autonomie stratégique, qu'il invite à ne pas confondre avec l'isolement, mais à comprendre plutôt comme la capacité de mieux gérer les interdépendances dans un monde interconnecté. Face aux crises sanitaires ou aux tensions géopolitiques qui perturbent les flux d'approvisionnement



et restreignent l'accès aux technologies, la protection des secteurs essentiels est légitime, mais la réponse ne saurait être le repli sur soi. Sa deuxième conviction s'adresse directement aux détenteurs de capitaux, les exhortant à élargir leurs horizons pour ne plus financer des actifs isolés, mais de véritables systèmes productifs intégrés : des ports connectés à des corridors, des zones industrielles arrimées à l'énergie et des chaînes de valeur agricoles liées à des unités de transformation locale.

Enfin, la troisième conviction défendue à Rome propose un changement radical de paradigme institutionnel. Faure Gnassingbé a plaidé pour que la relation euro-africaine évolue vers un mécanisme d'investissements

stratégiques conjoints, s'affranchissant des codes de l'aide publique au développement et de la coopération traditionnelle. Selon le président du conseil, le continent africain, qui se hisse progressivement parmi les zones à croissance économique les plus rapides au monde, ne peut plus se contenter d'être un simple fournisseur de matières premières ou un marché de consommation pour le futur. L'Afrique doit s'affirmer comme un pôle dynamique de production, de transformation, d'innovation et de solutions, offrant un espace hautement stratégique pour la logistique et l'intégration régionale.

**Le Togo se positionne comme la porte d'entrée naturelle de l'hinterland ouest-**

Le Togo entend pleinement contribuer à cette dynamique en valorisant ses propres réformes et ses infrastructures de premier plan. S'appuyant sur les performances du Port autonome de Lomé, le développement de corridors fluides vers les pays du Sahel, la facilitation des échanges et la digitalisation des procédures commerciales, le pays dispose d'atouts compétitifs qu'il souhaite articuler à des chaînes de valeur ciblées. Cette offensive diplomatique et économique s'inscrit en parfaite cohérence avec la nouvelle feuille de route nationale 2026-2031. Articulé autour du triptyque « Protéger, Rassembler, Transformer », ce plan stratégique fait de la transformation économique locale le pilier des cinq prochaines années, une ambition d'ores et déjà incarnée par les succès opérationnels de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA).

Cette posture de hub logistique régional est renforcée par l'intense activité diplomatique et sectorielle menée par Lomé sur le plan continental. La capitale togolaise a accueilli en mai dernier la 3ème édition de la conférence Biashara Afrika, co-organisée avec le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). De plus, parallèlement au sommet de Rome, Lomé abrite jusqu'au 19 juin la première Convention africaine du transport aérien, un prolongement direct de l'engagement de Faure Gnassingbé en sa qualité de Champion du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA). À travers cette convergence d'initiatives, le Togo réaffirme sa volonté de servir de porte d'entrée naturelle vers l'Afrique de l'Ouest, au service d'une croissance partagée, de corridors plus performants et d'opportunités économiques accrues pour les populations.

Patrick NIMA

**Sommet FII Europe 2026 :**

## FAURE GNASSINGBE ET YASIR BEN OTHMAN AL-RUMAYYAN RENFORCENT LES LIENS ECONOMIQUES ENTRE LE TOGO ET L'ARABIE SAOUDITE



**E**n marge du prestigieux Sommet Future Investment Initiative (FII) Europe, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu en audience Yasir ben Othman Al-Rumayyan, Gouverneur du Fonds public d'investissement d'Arabie Saoudite (FIP) et président du Conseil d'administration du FII Institute. Une rencontre de haut niveau qui illustre la volonté du Togo de consolider ses partenariats stratégiques avec le Royaume d'Arabie Saoudite.

### Un partenaire stratégique pour l'Afrique

Le Fonds public d'investissement saoudien, principal fonds souverain du pays, est déjà présent sur le continent africain à travers des participations dans plusieurs entreprises. Certaines opèrent au Togo, confirmant l'intérêt croissant des investisseurs saoudiens pour l'économie togolaise.

### Des projets structurants au cœur des échanges

Les discussions ont porté sur les perspectives de co-investissement et le développement de projets structurants dans des secteurs prioritaires : l'Agriculture et agro-transformation, l'Industrie et activités portuaires et la Filière cotonnière, dont la redynamisation est jugée

essentielle pour l'économie nationale.

Le Président Gnassingbé et Yasir Al-Rumayyan ont réaffirmé leur volonté de consolider la coopération bilatérale afin de favoriser la croissance économique et la création de valeur.

### Un dialogue de haut niveau

Au cours de l'audience, le président du FII Institute a présenté au chef de l'État togolais un point détaillé sur les projets en cours. Les deux parties ont insisté sur l'importance de mobiliser davantage de financements pour soutenir la transformation structurelle de l'économie togolaise.

### Le Togo, destination privilégiée des investissements

Cette rencontre confirme l'ambition du Togo de se positionner comme une destination privilégiée des investissements en Afrique de l'Ouest. En multipliant les partenariats financiers et en développant des projets à fort impact, les autorités togolaises entendent accélérer la modernisation du pays et améliorer les conditions de vie des populations.

Togoreveil

## Un ciel africain unique et compétitif

## CHAMPION DU MUTAA, FAURE GNASSINGBÉ TRACE LA VOIE A LOMÉ



Le Togo a ouvert lundi 15 juin 2026 à Lomé les travaux de la première Convention et Exposition africaines du transport aérien 2026. La cérémonie, présidée par le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, Champion du Marché unique du transport aérien africain, s'est tenue en présence du Président rwandais Paul Kagame et de l'ancien Président nigérian Olusegun Obasanjo.

## Un ciel africain vu comme levier de souveraineté

Dans son intervention, le président du Conseil a rappelé que l'espace aérien ne doit pas se limiter à la circulation des avions. « Le ciel africain ne doit pas être perçu uniquement comme un espace de circulation. Il constitue un levier stratégique de mobilité, de commerce, de compétitivité et de souveraineté pour notre continent », a-t-il affirmé. Pour lui, une Afrique mieux connectée à elle-même sera plus forte et plus maîtresse de son destin.

## 4 convictions pour accélérer le MUTAA

Faure Gnassingbé a partagé quatre orientations pour faire du transport aérien un moteur d'intégration. Il a d'abord insisté sur la nécessité de passer à l'action. Pour le Président du Conseil, il faut transformer les engagements politiques en résultats concrets en harmonisant les politiques aériennes des États, en facilitant l'ouverture effective des routes et en développant des corridors prioritaires. L'intégration ne sera réelle que si elle s'appuie sur des décisions opérationnelles capables de rapprocher les économies africaines.

## Sa deuxième conviction porte sur l'accessibilité et la compétitivité.

Le chef de l'État togolais a souligné que l'ouverture du ciel africain restera théorique si les coûts de transport restent élevés et si les formalités administratives continuent

de freiner la mobilité. Cela passe par des aéroports modernes, des compagnies solides, des capacités de maintenance fiables, des services d'assistance au sol efficaces et des cadres réglementaires clairs. Il a plaidé pour plus de transparence sur les taxes et une simplification des procédures pour les passagers comme pour les marchandises.

Abordant le développement économique, Faure Gnassingbé a mis en avant le rôle stratégique de l'aviation comme infrastructure productive. Au-delà du transport de passagers, il a insisté sur le potentiel du fret aérien pour soutenir l'agriculture, l'industrie, la santé, le commerce numérique et les exportations à forte valeur ajoutée. Pour lui, le lien avec la Zone de libre-échange continentale africaine est essentiel afin de renforcer les chaînes de valeur régionales.

Enfin, le Président du Conseil a appelé à construire une industrie aéronautique africaine durable et souveraine. L'objectif est

de réduire la dépendance extérieure, de créer des emplois qualifiés pour la jeunesse et de développer des savoir-faire techniques. Il a aussi invité les États à intégrer les exigences environnementales dans les stratégies de développement du secteur. « Un ciel africain unique n'est pas seulement un projet d'aviation. C'est un projet d'intégration, de développement et de souveraineté », a-t-il conclu.

## Un consensus africain sur l'urgence d'agir

Paul Kagame a salué l'engagement de son homologue togolais et appelé à dépasser les discours : « Nous devons aller au-delà des discussions sur ce qui devrait être fait et nous concentrer davantage sur ce qui doit réellement être accompli ». Olusegun Obasanjo a lui aussi félicité les progrès réalisés sous le leadership de Faure Gnassingbé. La Commission de l'UA et la Commission africaine de l'aviation civile ont rendu hommage au rôle du Togo, matérialisé par la remise d'un prix symbolique au Président du Conseil.

Pendant cinq jours, plus de 500 participants venus d'Afrique et d'ailleurs débattent de la mise en œuvre du MUTAA, de la baisse des taxes, du financement des infrastructures, du fret et de la transformation numérique. Le programme mêle tables rondes ministérielles, forums de haut niveau, ateliers techniques et négociations bilatérales. Pour Lomé, accueillir cette rencontre renforce son ambition de devenir une plateforme commerciale et logistique régionale. Une ambition que Faure Gnassingbé veut arrimer à celle d'une Afrique qui se relie pour mieux se transformer.

Togoreveil

## Renforcer la sécurité maritime du Togo

## LE SENAT ADOPTE DEUX PROJETS DE LOI

L développement des activités maritimes et portuaires offre de nouvelles perspectives à l'économie togolaise. Il rend également nécessaire l'adaptation continue du cadre juridique en matière de prévention et de gestion des risques de pollution maritime.

C'est dans ce contexte que la deuxième chambre du Parlement, réunie en séance plénière sous la présidence de Son Excellence Monsieur Barry Moussa Barqué, Président du Sénat, a adopté à l'unanimité deux projets de loi autorisant l'adhésion du Togo à la Convention internationale de 1992 portant création du Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL) et au Protocole de 2000 sur la préparation, la lutte et la coopération contre les événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses (OPRC-HNS 2000).

Ces deux projets de loi visent à renforcer le cadre national de prévention, de gestion et de réparation des dommages liés aux pollutions maritimes. Alors que le protocole OPRC-HNS permettra au pays de développer

avantage ses capacités de préparation et d'intervention face aux risques de pollution impliquant des substances dangereuses, la Convention FIPOL offre un mécanisme complémentaire d'indemnisation des victimes en cas de dommages causés par les hydrocarbures.

Selon les présidents des groupes parlementaires UNIR, APR et C5, ces deux projets de loi permettront au Togo de mieux anticiper les risques liés à la pollution maritime tout en renforçant les mécanismes de prévention et d'indemnisation.

Pour sa part, Edem Kokou Tengué, ministre délégué chargé de l'économie maritime, a rappelé que le mécanisme FIPOL offre une garantie supplémentaire aux victimes de pollutions maritimes tout en évitant que le coût d'une catastrophe environnementale ne repose exclusivement sur les finances publiques. Il a également souligné que le protocole OPRC-HNS permettra au pays de disposer de plans d'urgence, d'équipements spécialisés et de mécanismes de coopération internationale pour faire face aux incidents impliquant des substances dangereuses.

Clôturant son intervention, le



ministre a exprimé le souhait que « cette œuvre serve durablement la protection de nos côtes, la dignité de ceux qui vivent de la mer et le rayonnement de notre pays au sein de la communauté maritime internationale pour notre génération comme pour celles qui nous suivront ».

Enfin, le Président du Sénat a salué l'unanimité ayant marqué le vote des deux textes. Estimant que le Togo est « une porte ouverte sur le monde », il a souligné que cette ouverture implique également un devoir de vigilance. Selon lui, l'adhésion

aux deux textes permettra au pays de se doter d'un véritable « bouclier contre l'imprévisible » et de renforcer la protection de son espace maritime.

Adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale avant leur transmission au Sénat, les deux projets de loi seront renvoyés à la première chambre pour leur adoption définitive, conformément à la procédure de navette parlementaire. Cette étape permettra ensuite au gouvernement de procéder au dépôt des instruments d'adhésion auprès de l'Organisation maritime

internationale et de poursuivre l'adaptation du dispositif juridique national.

Rappelons qu'au cours de cette séance plénière, M. Makimore Manou Maki, suppléant de feu sénateur Yagninim Bitokotipou a officiellement pris fonction au Sénat conformément aux dispositions législatives et pratiques en matière parlementaire.

Source : DirCom Sénat

# LE ROI DES EWE TOGBUI AGOKOLI IV CONDUIT A SA DERNIERE DEMEURE



Sa Majesté Ewéfiaga Togbui Boniface Fafanyo Kossi Agboli Agokoli IV, Roi des Ewé, a reçu un ultime hommage ce samedi 20 juin 2026 à Notsé. Les cérémonies ont été marquées par une messe pontificale concélébrée sur l'esplanade de la Place de l'Indépendance, suivie de son inhumation dans l'intimité familiale.

L'événement a mobilisé de nombreuses personnalités de premier plan, parmi lesquelles le Professeur Komi Selom Klassou, Président de l'Assemblée nationale, Barry Moussa Barqué, Président du Sénat, des présidents des institutions de la République, des membres du gouvernement, des députés et sénateurs, des autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que des fils et filles du peuple Ewé venus du Togo, du Bénin, du Ghana et de la diaspora. Au cours de la cérémonie d'hommage, Togbui Mawuto Frédéric Dzidzoli Déto X, chef du canton d'Aflao Gakli, a, au nom du Conseil

national de la chefferie traditionnelle, rappelé que, pour le défunt roi, l'apparat royal constituait avant tout un habit de travail, une vision qu'il a incarnée tout au long de son règne.

« Avec sa canne de leader charismatique qu'il vient de déposer pour toujours, il a sillonné toutes les préfectures afin de transmettre aux chefs les valeurs et les vertus que doivent porter les garants des us et coutumes » a-t-il déclaré.

Togbui Mawuko Adela Aklassou IV, vice-président de l'Union EWETO, a pour sa part réitéré l'amour que le roi portait au travail, soulignant que son mot d'ordre à l'endroit des chefs de l'espace Ewé était de servir avant de régner.

« Serviteur doté d'une grande énergie physique et intellectuelle, il ne s'avoua jamais abattu malgré le poids de l'âge. Véritable garant des us et coutumes, il s'était engagé à restaurer le sanctuaire d'Agbogbodzi pour en faire un

lieu sacré et attractif au service des valeurs traditionnelles », a-t-il ajouté.

Mgr Benoît Alwonou, Évêque de Kpalimé et Président de la Conférence des évêques du Togo (CET), célébrant la messe d'enterrement, a rappelé l'attachement du souverain à la foi chrétienne à travers son baptême et a prié pour que le Seigneur l'accueille dans sa demeure de repos éternel.

La cérémonie s'est ensuite poursuivie par l'exécution de danses traditionnelles telles que Alaga, Brekete, Djokoto et Abrafo, en hommage au souverain disparu.

En raison des exigences de la tradition, le cercueil du roi n'a pas été exposé au public. Seuls ses attributs royaux et ses reliques ont été présentés sur la place publique lors de la cérémonie d'hommage, avant d'être solennellement reconduits à la résidence royale conformément aux usages coutumiers.

Togbui Agokoli IV a occupé plusieurs hautes

fonctions avant son rappel à Dieu à l'âge de 86 ans. Il fut notamment chef du canton de Notsé, président du Conseil national de la chefferie traditionnelle du Togo (CNCTT), président du Bureau exécutif de l'Union EWETO, ancien membre de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) ainsi qu'ancien membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) et Officier de l'Ordre du Mono.

Avec son inhumation, s'achève le parcours terrestre de Sa Majesté Ewéfiaga Togbui Agokoli IV. Son héritage, marqué par la promotion des valeurs traditionnelles, l'unité du peuple Ewé et le service à la nation, demeure désormais une source d'inspiration pour les générations présentes et futures.

Togoreveil

## Diplomatie

# LE TOGO ET LA TUNISIE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION



Le Togo et la Tunisie connaissent une avancée significative dans leurs relations diplomatiques. Les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Prof. Robert Dussey et M. Mohamed Ali Nafti, ont signé ce lundi 15 juin à Lomé un mémorandum d'entente instituant des consultations politiques et diplomatiques régulières entre leurs ministères.

Cette signature traduit la volonté commune des deux États de consolider leur dialogue et de donner un contenu plus opérationnel à leur coopération bilatérale. Elle marque également une avancée significative dans la structuration des échanges entre Lomé et Tunis.

Au cours de la séance de travail élargie, les deux délégations ont passé en revue l'état de la coopération et identifié plusieurs secteurs prioritaires appelés à bénéficier d'un renforcement. L'objectif affiché est de favoriser un partenariat plus équilibré et mutuellement avantageux.

Dans cette perspective, les ministres ont convenu de l'élaboration d'un plan d'action conjoint 2026-2027, destiné à traduire les engagements pris en initiatives concrètes et à assurer un suivi concerté de leur mise en œuvre.

Par ailleurs, le Togo et la Tunisie partagent la même ambition d'intensifier leur intégration économique à travers les mécanismes continentaux, notamment la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ce cadre offre de nouvelles opportunités pour faciliter les échanges commerciaux, réduire les barrières tarifaires et développer des chaînes de valeur régionales.

En procédant à la signature de ce mémorandum, les deux pays réaffirment leur volonté de consolider la coordination et de promouvoir davantage les relations d'amitié et de coopération, ouvrant ainsi la voie à une collaboration plus dynamique et structurée.

Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET)

# CHARLES GAFAN SUCCEDE A JONAS DAOU

L'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) vient d'ouvrir un nouveau chapitre de son histoire. Au terme de l'assemblée générale tenue le 19 juin 2026 à Lomé, Charles Kokouvi Gafan a été élu président, succédant à Jonas Aklesso Daou, qui a marqué son mandat par un renforcement du dialogue public-privé et une meilleure visibilité internationale de l'association. Cette élection illustre une continuité dans l'action, puisque Gafan occupait déjà le poste de vice-président du Bureau exécutif.

### Un profil taillé pour le défi

Directeur général d'Africa Global Logistics (AGL) Togo, Charles Gafan est une figure incontournable du monde portuaire et logistique. Son parcours est étroitement lié au développement du Port autonome de Lomé, plateforme stratégique pour le commerce régional. Il préside également l'EUROCHAM-Togo, la Chambre de commerce européenne, renforçant ainsi les liens économiques entre le Togo et ses partenaires internationaux.

### Une élection à forte portée

L'arrivée de Gafan à la tête de l'AGET intervient dans un contexte où le Togo ambitionne de consolider sa feuille de route 2026-2031, axée sur l'industrialisation et la compétitivité. Son mandat sera marqué par plusieurs enjeux notamment la promotion d'un cadre fiscal qui soutienne la croissance

des grandes entreprises, l'accès fiable et abordable à une énergie compétitive pour stimuler la production, le renforcement de l'attractivité du pays auprès des investisseurs, l'accélération de la digitalisation des entreprises pour s'aligner sur les standards mondiaux et l'impératif de l'innovation et de l'industrialisation pour générer des opportunités durables et la création d'emplois.

### Héritage et perspectives

Sous la présidence de Jonas Aklesso Daou, l'AGET s'est imposée comme une force de proposition dans les réformes économiques et un partenaire incontournable des institutions internationales. Charles Gafan hérite donc d'une organisation consolidée, mais devra relever le défi de l'adaptation aux mutations économiques mondiales et aux attentes croissantes du secteur privé togolais. Fondée en 2007 pour fédérer les acteurs majeurs de l'économie nationale, elle regroupe des entreprises influentes dans l'industrie, les services, la finance, les télécommunications, la logistique et les infrastructures. Véritable pilier du secteur privé, l'AGET est un interlocuteur privilégié de l'État et contribue activement aux réflexions sur la fiscalité, l'énergie, l'investissement et le climat des affaires.

Germain POULI



## Contrôle fiscal au Togo :

# L'OTR ET LE PATRONAT MISENT SUR LE DIALOGUE



Le contrôle fiscal, souvent perçu comme une étape délicate par les entreprises, était au cœur de la 10<sup>e</sup> édition du "Petit-déjeuner du Patronat" organisée par le Conseil National du Patronat (CNP) en partenariat avec l'Office Togolais des Recettes (OTR). Objectif : mieux informer les opérateurs économiques et promouvoir une culture de conformité fiscale.

### Comprendre les procédures

Placée sous le thème de la maîtrise des procédures de contrôle fiscal et de la sécurisation de la comptabilité des entreprises, la rencontre a permis aux responsables de l'administration fiscale et aux acteurs du secteur

privé d'échanger sur les étapes clés du contrôle, les missions des services de vérification et du contentieux douanier, ainsi que sur les droits et obligations des contribuables.

### Une volonté d'accompagnement

Représentant le Commissaire général de l'OTR, Kambatibe Konlani, Directeur de la Communication et des Services aux Usagers, a réaffirmé l'engagement de l'institution à accompagner les entreprises. Il a insisté sur la mise en place de services adaptés et sur une relation de proximité fondée sur l'écoute et le dialogue.

### Vers un climat de confiance

Cette initiative illustre la volonté commune de l'OTR et du Patronat togolais de renforcer la confiance entre l'administration fiscale et le secteur privé. En favorisant une meilleure compréhension des mécanismes de contrôle et des exigences réglementaires, les deux institutions entendent contribuer à la sécurisation des activités économiques, à l'amélioration de la conformité fiscale et à la consolidation d'un environnement des affaires plus transparent et attractif au Togo.

Germain POULI

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !

[www.perspectiveinfo.com/togoreveil](http://www.perspectiveinfo.com/togoreveil)

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

[www.togoreveil.com](http://www.togoreveil.com)

# TOGOREVEIL

<b>DIRECTEUR DE PUBLICATION</b> Germain POULI	<b>DISTRIBUTION ET ABONNEMENT</b> Tél: 22 36 18 58
<b>COMITÉ DE RÉDACTION</b> Kema YAWO Marcel A. SOGLO Londou KAWANA Patrick Nima Pégy	02 BP 20061 LOMÉ <b>Adresse</b> 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE Tél: 22 81 12 19 / 22 36 18 58
<b>SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ</b> Aissata TOURE	90 02 76 54 E-mail: <a href="mailto:gpoulli@yahoo.fr">gpoulli@yahoo.fr</a>
<b>SECRETARIAT</b> Micheline MENSAH	<b>Tirage</b> 4000 Exemplaires
<b>INFOGRAPHIE</b> Alex KPATIDE (91 77 28 84)	<b>IMPRIMERIE</b> RAD GRAPHIC SARL U

Togo/Cybersécurité :

## PLUS DE 333 000 INCIDENTS TRAITÉS PAR L'ANCy EN TROIS ANS



La montée en puissance des menaces numériques place le Togo face à un défi majeur. Entre 2021 et 2024, plus de 333 000 incidents de cybersécurité ont été recensés et traités par l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy), selon son directeur général, Gbota Gwaliba. Ce volume illustre à la fois l'ampleur des risques et le renforcement des mécanismes de détection et de réponse mis en place dans le pays.

Une progression fulgurante

En 2021, l'ANCy avait enregistré 39 168 incidents. Trois ans plus tard, en 2024, ce chiffre a bondi à 181 088 cas, soit près de cinq fois plus. Si une partie de ces incidents reste de faible portée, la tendance traduit une pression croissante sur les systèmes informatiques des entreprises, des administrations et des particuliers.

Faillites et conséquences

Le parc informatique togolais souffre encore de logiciels vieillissants et d'équipements obsolètes. Les pratiques à risque — mots de passe faibles, absence de double authentification, sauvegardes irrégulières

— accentuent la vulnérabilité. « Même si un système est restauré après une attaque, la réputation reste entachée et il est très difficile de s'en relever », souligne Gbota Gwaliba. Les entreprises risquent pertes de données sensibles et interruption d'activités, tandis que les particuliers s'exposent à l'usurpation d'identité et aux fraudes financières.

Vers une stratégie nationale

Face à cette menace, les solutions les plus efficaces demeurent accessibles : mises à jour régulières, mots de passe robustes, double authentification et sauvegardes fréquentes. L'ANCy multiplie les campagnes de sensibilisation auprès des administrations, startups et PME, dans le cadre de la Stratégie nationale de cybersécurité 2024-2028. Objectif : renforcer la protection des systèmes d'information, améliorer la réponse aux incidents et préserver la confiance dans l'écosystème numérique togolais.

Patrick NIMA

Cybersécurité au Togo :

## L'ANCy FAIT DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS SES NOUVEAUX « AMBASSADEURS » DU NUMÉRIQUE

Face à une digitalisation accélérée où les menaces virtuelles se multiplient et se complexifient, le Togo choisit de transformer ses acteurs médiatiques en de véritables remparts numériques. Dans le cadre du déploiement de sa Stratégie nationale de Cybersécurité 2024-2028, l'Agence Nationale de la Cybersécurité (ANCy) a initié un atelier de formation de 30 journalistes du 16 au 18 juin 2026 à Kpalimé, axé sur le thème : « Cybersécurité & Hygiène Numérique ». Cette deuxième session fait suite à celle du 19 au 21 mai 2026.

**Les professionnels des médias : cibles prioritaires et boucliers de la société**

La cérémonie d'ouverture de cette session a été présidée par Nangbam Didemana, Directeur de la Réglementation et du Contrôle de la Conformité. Il a porté la voix du Directeur Général de l'ANCy, le Commandant Gbota Gwaliba, pour rappeler l'importance stratégique de cette démarche. Dans son allocution, M. Didemana a salué avec force le rôle vital des journalistes, les qualifiant de « griots des temps modernes » et piliers de l'« arbre à palabre » contemporain que



représentent les médias actuels. C'est précisément cette influence qui en fait des acteurs pivots des cibles de choix. Les rédactions manipulent quotidiennement des données hautement sensibles et communiquent avec des sources confidentielles, souvent à travers des outils insuffisamment protégés, ce qui aiguise l'appétit des cybercriminels (hameçonnage, rançongiciels, fuites de données). Elles représentent également des vecteurs de résilience car,

de par leur capacité à éduquer et à orienter l'opinion publique, des journalistes avertis deviennent un bouclier indispensable pour diffuser la culture de la sécurité informatique au sein de la population. « L'objectif n'est pas de transformer les journalistes en informaticiens, mais d'en faire des professionnels numériquement responsables, résilients et de véritables ambassadeurs de la cybersécurité. », a précisé le Directeur Didemana.

**Trois jours pour maîtriser l'hygiène numérique**

Durant ces trois jours de sessions interactives alliant théorie et démonstrations pratiques, les experts de l'ANCy ont articulé leurs interventions autour de trois axes fondamentaux : la fondation et le cadre conceptuel de la cybersécurité, la gestion de la mobilité, de la communication et la détection des arnaques en ligne,

ainsi que les enjeux des données et du web spécifiquement adaptés pour les dirigeants.

L'un des moments forts de cet atelier a été l'initiation des participants au respect rigoureux des 09 commandements édictés par l'ANCy, un ensemble de bonnes pratiques concrètes pour prévenir le vol de données et neutraliser les cybermenaces au quotidien.

**Une ambition nationale : Garantir la quiétude numérique**

Cette initiative s'inscrit dans une vision globale de l'État togolais. Placée sous la double tutelle du Ministère de la Sécurité Nationale et du Ministère de l'Efficacité du Service Public et de la Transformation Numérique, l'ANCy démontre la volonté ferme du gouvernement de protéger ses citoyens dans l'espace cyber.

Ces efforts soutenus et cette approche inclusive qui touche également les banques, les écoles et les administrations portent déjà leurs fruits. Le Togo se positionne fièrement au 8e rang sur le continent africain en matière de cybersécurité, un pas décisif pour consolider la confiance et la quiétude numérique dans le pays.

Jean KPATIKA



ADETIKOPE :

## LE TOGO INAUGURE SA PREMIERE USINE DE TUYAUX BAS CARBONE



Le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, Sévon-Tépé Kodjo Adedze, a procédé ce vendredi 19 juin 2026 à l'inauguration officielle d'une usine de préfabrication de tuyaux bas carbone à Adetikopé. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui, du ministre de l'Administration territoriale, le colonel Awaté Hodabalo, ainsi que de plusieurs autorités administratives, politiques et coutumières.

Cette nouvelle unité industrielle s'inscrit dans le cadre du projet de Réseau d'Assainissement par Intercepteurs pour la Non-inondation de nos Espaces (RAINE), mis en œuvre conformément à la vision du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, de renforcer la résilience du Togo face aux effets

du changement climatique. Installée dans la zone industrielle d'Adetikopé, l'usine est dédiée à la fabrication de tuyaux à faible empreinte carbone destinés aux projets d'assainissement, d'adduction d'eau potable et d'aménagement urbain. Elle contribuera également à réduire la dépendance du pays aux importations de matériaux de construction tout en favorisant une production locale respectueuse de l'environnement.

« Cette implantation contribuera à la création d'emplois qualifiés, à la dynamisation de l'économie locale et à la valorisation des compétences togolaises », a indiqué le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement. Dès sa première année d'exploitation, l'usine prévoit de produire plus de 2 200 tuyaux de fonçage de 2 000 millimètres de diamètre destinés aux intercepteurs

I5 et I6 du projet RAINE. Plus de 1 400 tonnes d'acier y seront transformées et près de 10 000 mètres cubes de béton bas carbone fabriqués sur le site. Saluant l'engagement des partenaires du projet, notamment les sociétés PFO Construction et BESSAC TOGO, Séna Alipui a souligné que leur mobilisation « témoigne de la confiance accordée à notre pays et de notre capacité collective à concevoir et à réaliser des projets structurants de grande envergure ».

Au-delà de son rôle industriel, cette usine symbolise la volonté du Togo d'accélérer sa transformation économique, de promouvoir une industrie durable et de bâtir un développement fondé sur l'innovation et la valorisation des ressources nationales.

Retraite

## LA CRT SUPPRIME LES PAIEMENTS EN ESPÈCES



Les retraités togolais vont devoir changer d'habitude. La Caisse de Retraites du Togo a décidé de mettre fin aux versements de pensions en espèces à ses guichets à partir de juillet 2026.

Cette réforme s'inscrit dans la modernisation des services de la CRT. L'objectif : rendre le paiement des pensions plus rapide, plus sécurisé et plus accessible. Désormais, chaque bénéficiaire recevra sa pension par mobile money via Mixx by Yas et Flooz, ou directement par virement bancaire sur son compte.

### Une transition à anticiper

Les pensionnés qui touchent encore en liquide sont invités à transmettre rapidement leurs informations à la caisse. Il faut fournir un Relevé d'Identité Bancaire, un Relevé d'Identité Téléphonique, ou tout document prouvant le compte ou le numéro qui recevra les fonds. La CRT recommande de faire cette mise à jour sans attendre pour éviter tout retard dans le versement mensuel.

### Une réforme dans la continuité

Ce basculement vers le digital n'est pas isolé. Depuis plusieurs années, la CRT enchaîne les réformes pour améliorer l'efficacité et la traçabilité de ses prestations. La dynamique se poursuit avec l'arrivée, il y a quelques semaines, d'un nouveau directeur général à la tête de l'institution. Sa mission est d'accélérer la transformation et rapprocher davantage le service des assurés.

Avec cette mesure, la CRT tourne définitivement la page du guichet espèces et aligne le paiement des retraites sur les standards actuels de dématérialisation.

Togoreveil

## APRÈS LE BAC 1 ET LE BEPC, PLACE AUX ÉPREUVES DU CEPD ET DU BAC 2



Après le BAC1 et le BEPC, les examens de fin d'année se poursuivent cette semaine au Togo avec le CEPD et le BAC 2. Près de 247.000 élèves du CM2 se sont installés devant leurs copies pour décrocher le Certificat d'études du premier degré (CEPD), premier diplôme de leur parcours scolaire. Dans le même temps, plus de 76.000 candidats des classes de Terminale se sont lancés dans la conquête du Baccalauréat deuxième partie (BAC 2), sésame indispensable pour franchir les portes de l'université.

Comme le veut la tradition, les autorités administratives et locales ont sillonné les centres d'examen à travers le pays. Ces visites visent à rassurer les candidats et à vérifier que les épreuves se déroulent

dans des conditions optimales. Dans le Grand Lomé, le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, a tenu à adresser un message d'encouragement aux élèves. Il les a invités à garder confiance et sérénité, rappelant que « toutes les dispositions ont été prises par le gouvernement pour garantir des examens dans de bonnes conditions ».

Le calendrier est désormais fixé : les épreuves du CEPD prendront fin le 18 juin, tandis que celles du BAC 2 se poursuivront jusqu'au 20 juin. Deux échéances cruciales pour des milliers de jeunes Togolais, qui jouent une étape décisive de leur avenir scolaire.

Yawo Komla



Chers usagers de la route,

Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

**Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**

**Marchés publics/ Projets de la Banque mondiale au Togo :**

## LES PARTIES PRENANTES SENSIBILISEES A L'INTEGRITE

Une séance de sensibilisation de deux jours sur l'intégrité dans la gestion des projets financés par la Banque mondiale au Togo a été lancée ce lundi 15 juin 2026 à Lomé, en présence de Monsieur Aftar Touré MOROU, Directeur général par intérim de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP).

La session de cette journée a rassemblé spécifiquement des représentants de l'ARCOP, de la Direction nationale du contrôle de la commande publique (DNCCP) ainsi que des corps de contrôle, notamment l'Inspection générale d'État (IGE), l'Inspection générale des finances (IGF), la Direction nationale du contrôle financier (DNCF) et l'Inspection générale du Trésor (IGT). Elle a également réuni des personnes responsables des marchés publics (PRMP), des spécialistes en passation des marchés et des coordonnateurs de projets. A travers cette sensibilisation, la Banque mondiale vise à promouvoir une gestion transparente, équitable et



efficace des ressources publiques dans ses pays partenaires.

Les communications ont été animées par des experts du

Groupe de la Banque Mondiale comme Madame Dominique Isabelle Kayser, Spécialiste Principale en Risque d'Intégrité, Messieurs Adu-Gyamfi

Abunyewa, Directeur Sectoriel de la Passation des Marchés pour l'Afrique de l'Ouest, Kouami Hounsinou Messan, Coordonnateur sous-régional

de la Passation des Marchés pour le Sénégal, la Mauritanie, le Cap vert, la Guinée Bissau et la Gambie et Abdoulaye Keita, Coordonnateur sous-régional de la Passation des Marchés pour la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin et la Guinée.

Les participants ont été outillés sur la gestion des plaintes et mécanismes de recours de la Banque, la détection des irrégularités lors de la passation des marchés, l'intégrité financière et traçabilité des fonds ainsi que sur la typologie des risques fiduciaires dans les projets.

La seconde session qui a eu lieu le 16 juin a été dédiée aux opérateurs économiques participant aux appels d'offres, afin de consolider un environnement des affaires sain et compétitif au Togo, ceci pour garantir que chaque franc investi bénéficie réellement aux populations.

Source : DirCom ARCOP

**Togo :**

## LE PREMIER HÔPITAL MÈRE-ENFANT TRADUIT LA PROMESSE TENUE



Dans le cadre du renforcement continu du système national de santé, les autorités publiques poursuivent la mise en œuvre d'infrastructures spécialisées destinées à améliorer la prise en charge des populations sur l'ensemble du territoire. Cela se matérialise par la construction annoncée de 5 hôpitaux mère-enfant dans le pays, dont le premier a été mis en service à Amou-Oblo, dans la préfecture de l'Amou.

À travers cette réalisation, les autorités entendent améliorer la prise en charge des femmes et des enfants, tout en réduisant les disparités d'accès aux soins entre les grands centres urbains et les localités de l'intérieur. Longtemps, les urgences obstétricales et

pédiatriques ont obligé de nombreuses familles à se tourner vers des structures hospitalières éloignées, avec des déplacements parfois éprouvants. Désormais, les populations d'Amou-Oblo et des localités environnantes disposent d'un centre conçu pour assurer une prise en charge spécialisée au plus près des besoins.

### Un hôpital moderne aux dimensions significatives

L'infrastructure est implantée sur un site de 2 hectares. Elle couvre une superficie totale de 7 090 m<sup>2</sup>, dont 2 170 m<sup>2</sup> de surfaces bâties. L'établissement dispose d'une capacité de 51 lits et de deux blocs opératoires ultramodernes, conçus pour

répondre aux urgences obstétricales et pédiatriques dans des conditions optimales.

On y retrouve notamment la gynécologie-obstétrique, la maternité, la pédiatrie, la chirurgie pédiatrique, la néonatalogie, la réanimation, les urgences, l'imagerie médicale et les analyses biologiques. Une offre de soins pensée pour couvrir l'ensemble du parcours de prise en charge de la mère et de l'enfant, du suivi de grossesse jusqu'aux situations d'urgence complexes.

L'établissement repose sur une équipe comprenant 5 médecins et 33 infirmières, auxquels s'ajoutent des sage-femmes et d'autres personnels techniques. Ce capital humain constitue un élément du fonctionnement de l'hôpital. Au-delà des équipements modernes, la qualité des soins dépend essentiellement de la présence, de la compétence et de la disponibilité des équipes médicales. L'objectif est d'assurer une continuité des services, notamment dans les unités d'urgence et de maternité, où la permanence des soins est essentielle.

### Une pièce d'un dispositif national structuré

L'hôpital d'Amou-Oblo constitue le premier maillon d'un programme national prévoyant la construction de 5 hôpitaux mère-enfant. Les prochaines infrastructures sont attendues à Togblékopé, Anié, Sotouboua et Guérin-Kouka.

Cette approche s'inscrit dans une stratégie de territorialisation des soins visant à corriger progressivement les

déséquilibres d'accès entre zones urbaines et rurales. Elle accompagne également les réformes sociales en cours dans le secteur de la santé, notamment le programme Wezou, la gratuité de la césarienne et le déploiement progressif de l'assurance maladie universelle (AMU).

À travers ce programme, chaque année, plus de 300 000 grossesses bénéficient désormais d'un suivi médical gratuit ou fortement subventionné, une avancée qui contribue à réduire les inégalités d'accès aux soins et à améliorer la surveillance prénatale sur l'ensemble du territoire. À cela s'ajoutent la gratuité de la césarienne et l'extension progressive de l'assurance maladie universelle, qui renforcent l'accès équitable aux soins.

### Accessibilité renforcée pour les situations d'urgence

L'hôpital bénéficie d'un aménagement routier spécifique. Une voie bitumée et éclairée a été réalisée pour relier directement le site à la route nationale 5. Cet investissement joue un rôle stratégique dans la chaîne de soins. Il facilite l'arrivée des ambulances, réduit les délais de transfert et améliore la sécurité des déplacements, particulièrement en situation d'urgence.

Désormais, il apparaît clairement que, dans cette partie du pays, les soins spécialisés ne sont plus concentrés uniquement dans les grands centres urbains. Ils prennent progressivement racine au plus près des communautés.

Pyä :

# DES ACTIONS CONCRÈTES APRÈS LE FORUM DU 20 DÉCEMBRE 2025



À Pyä, dans la commune de Kozah 2, les initiatives se poursuivent dans le sillage du forum des jeunes natifs organisés le 20 décembre 2025. Ce lundi 16 juin 2026, l'entreprise AGRO KONIS y a tenu un atelier de formation dédié aux techniques modernes d'élevage, à l'hôtel KAMAKA, avec la participation d'éleveurs, de techniciens et d'étudiants de la région de la Kara.

Objectif affiché : traduire en actions concrètes les ambitions de promotion de l'entrepreneuriat local portées

lors de la rencontre de décembre dernier. À travers cette session, les organisateurs entendent renforcer les capacités des acteurs de l'élevage et améliorer durablement les pratiques dans la filière.

Les travaux ont principalement porté sur l'alimentation animale. Les participants ont été formés sur les besoins nutritionnels essentiels — énergie, protéines et minéraux — ainsi que sur la formulation de rations adaptées aux différentes espèces. L'accent a été mis sur la qualité des intrants et leur impact sur

la productivité.

Autre point abordé : le rôle du Complexe Minéral Vitaminé (CMV) et la qualité de l'eau d'abreuvement. Les formateurs ont insisté sur l'importance du contrôle du pH de l'eau et recommandé l'usage d'équipements de suivi en temps réel pour sécuriser les performances des élevages.

En marge des communications, AGRO KONIS a présenté ses solutions, notamment des aliments pré-formulés pour volailles, des

compléments minéraux vitaminés, des programmes d'amélioration génétique dans les filières avicole, bovine et porcine, ainsi que des mesures de biosécurité contre les épizooties.

Pour son directeur général, Edem Kouete, cette initiative vise à rapprocher les intrants des producteurs et à réduire les coûts liés à leur acheminement depuis Lomé. Une démarche qui, selon lui, contribuera à améliorer la rentabilité des exploitations et à limiter la dépendance aux importations de

produits carnés.

Au-delà de la formation, AGRO KONIS annonce la poursuite du programme à travers des sessions régulières et des visites de terrain. L'entreprise mise notamment sur le potentiel du secteur avicole pour stimuler l'emploi des jeunes dans la région.

Formalisée en février 2025, AGRO KONIS s'appuie sur une expérience acquise depuis 2017 dans la production d'aliments pour bétail et volaille.

# 7 FOIRE MADE IN TOGO

Thème

## Transformation locale, un levier pour le développement de l'économie togolaise

### Du 03 au 12

# Juillet

2026

**CETEF TOGO 2000**

**ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE**

Expositions

Formations

Diversifications

Qualité

Tracabilité

Impact économique

+228 91 20 70 70 | 99 20 70 70 | 79 50 00 00
www.cetef.tg

## Région des Savanes :

# LE CHOIX D'UNE ÉNERGIE FIABLE POUR UNE POPULATION DANS LE BESOIN



À l'extrême nord du Togo, la question énergétique demeure étroitement liée aux enjeux de développement territorial. Entre éloignement de certaines localités, besoins croissants des populations et nécessité de soutenir les activités économiques, l'amélioration de l'accès à l'électricité apparaît comme une priorité stratégique. C'est dans cette logique qu'intervient le projet d'installation d'une

centrale solaire photovoltaïque dans la région des Savanes.

Prévue pour 2026, cette infrastructure affichera une capacité de production de 25 mégawatts-crête (MWc), pour un coût estimatif de 14 milliards de francs CFA. Cet équipement énergétique tire son essence de la politique nationale de diversification des sources de production et de renforcement de la couverture électrique sur l'ensemble du

territoire.

Dans une région où plusieurs zones rurales restent confrontées à des besoins importants en énergie, une telle capacité représente un apport considérable. La centrale va contribuer à améliorer l'alimentation électrique des ménages, des commerces, des services administratifs et des infrastructures sociales.

## L'assurance d'une continuité énergétique

Les besoins dans les Savanes sont particulièrement marqués en raison de la dispersion des localités et des exigences liées au développement économique local. L'agriculture, les petites unités de transformation, les activités artisanales ainsi que les services de conservation des produits nécessitent un accès plus stable à l'électricité. L'arrivée d'une centrale solaire de cette envergure, ajoutée aux réalisations antérieures faites dans la région septentrionale, va ainsi favoriser une meilleure continuité énergétique dans plusieurs secteurs. Les centres de santé, par exemple, dépendent fortement d'une alimentation fiable pour le fonctionnement des équipements médicaux, la conservation des produits pharmaceutiques et les interventions d'urgence.

Dans le domaine éducatif, l'amélioration de l'accès à l'énergie permettrait également de renforcer les conditions d'apprentissage grâce à l'éclairage, aux outils numériques et

aux équipements pédagogiques modernes. Au-delà des usages domestiques et sociaux, cette nouvelle centrale va agir comme un levier d'attractivité économique. Une disponibilité énergétique plus importante encourage généralement l'installation d'activités productives et stimule les investissements dans les territoires concernés.

## Avantages pour le climat

Le choix du solaire présente par ailleurs des avantages adaptés aux réalités climatiques de la région. L'ensoleillement important des Savanes offre des conditions favorables à une production énergétique durable et relativement stable tout au long de l'année.

L'investissement de 14 milliards de francs CFA dénote ainsi une ambition plus large que la simple construction d'une infrastructure. Il s'agit d'accompagner la transformation économique et sociale d'une région où l'accès à l'électricité constitue encore un facteur déterminant de progrès. À travers ce projet, les autorités cherchent également à réduire les disparités territoriales en matière d'accès aux services essentiels.

La centrale solaire des Savanes apparaît dès lors comme un outil de rééquilibrage, capable de soutenir le développement local tout en améliorant les conditions de vie des populations.

## Volontariat au Togo :

# LE FINANCEMENT NE MANQUE PAS



Véritable montée en puissance du volontariat au Togo. Devenu incontournable pour le progrès, il bénéficie d'un engagement financier affirmé de l'État. Pour l'année en cours, les projections budgétaires consacrées à la mobilisation des volontaires, comme stipulé dans le Budget citoyen 2026, schématisent un plan : consolider les acquis et étendre davantage l'impact du dispositif sur l'ensemble du territoire.

Selon le Plan de travail et budget annuel (PTBA) de l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT), au total, un montant de 750,5 millions de francs CFA devrait être mobilisé pour assurer le déploiement des volontaires dans les différentes régions du pays.

Cette enveloppe est porteuse de l'importance stratégique accordée au volontariat dans les politiques publiques de développement humain et d'inclusion des jeunes.

Les Plateaux en tête des

## prévisions budgétaires

La région des Plateaux concentre le volume financier le plus élevé, avec une prévision de 186,2 millions de francs CFA. Ce montant traduit l'ampleur des besoins dans cette région peuplée et marquée par une forte présence d'activités communautaires, agricoles et sociales nécessitant l'appui des volontaires.

La région centrale suit avec une enveloppe estimée à 138,9 millions de francs CFA. Cette mobilisation financière témoigne de la volonté de renforcer les actions de proximité dans cette partie du territoire, notamment dans les secteurs liés au développement communautaire, à l'encadrement social et aux initiatives locales.

Dans la région de la Kara, 116,8 millions de francs CFA devraient être consacrés à la mobilisation des volontaires. Une allocation qui confirme l'importance croissante accordée aux programmes de

volontariat dans les régions septentrionales, où les besoins en accompagnement des populations restent importants.

Les Savanes bénéficieront, pour leur part, de 104,8 millions de francs CFA. Ce niveau d'engagement reflète une attention soutenue envers cette région confrontée à plusieurs défis de développement et de résilience sociale.

Le Grand Lomé mobilisera 104,283 millions de francs CFA, tandis que la région maritime disposera d'une enveloppe de 99,4 millions de francs. Dans ces espaces à forte densité démographique et économique, les volontaires jouent un rôle essentiel dans l'appui aux services sociaux, à l'administration de proximité et aux initiatives communautaires.

## Un investissement dans le capital humain

Plus que les montants annoncés, ces projections budgétaires sont l'expression d'une vision large du volontariat comme facteur de transformation sociale. Les ressources mobilisées permettent non seulement de déployer les volontaires sur le terrain, mais également de renforcer leur encadrement, leur formation et leurs conditions d'intervention.

Le volontariat constitue donc un espace d'apprentissage et de professionnalisation pour de nombreux jeunes. À travers leurs missions, ils acquièrent des compétences pratiques, développent leur sens de responsabilité et se familiarisent avec les réalités du monde professionnel. Dans les localités, leur présence contribue à améliorer l'accès des populations à certains services essentiels, tout en renforçant les dynamiques communautaires.





# HUMANIS

SALON DE LA SANTÉ ET  
DU BIEN-ÊTRE DE LOMÉ

**23 au 27 juin 2026**

## THÈME :

“ VOTRE SANTÉ, VOTRE RESPONSABILITÉ :  
PRÉVENIR POUR MIEUX VIVRE ”



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'économie  
et de la Veille stratégique

Ministère délégué, chargé de Commerce  
et du Contrôle de la Qualité



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de la Santé, de  
l'Hygiène Publique, de la  
Couverture Sanitaire Universelle  
et des Assurances.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Agriculture, de la  
pêche, des ressources animales et  
de la souveraineté alimentaire



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère délégué auprès  
du Ministère de l'aménagement  
du Territoire, chargé de l'Eau  
et de l'assainissement



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère délégué auprès du  
Ministère du développement à la  
base et de l'économie sociale et  
solidaire, chargé de la jeunesse et  
des sports

91 80 96 32 / 97 33 30 63



solange.ndafidina@cetef.tg